

ANGLAIS LV1 – Expression écrite (sous-épreuve n°2)

Les candidats de cette année ont été confrontés à un document publié dans *The Guardian*, dans une tribune libre signée de David Graeber, enseignant à la London School of Economics et activiste du mouvement Occupy Wall Street. Le texte a été choisi par les examinateurs des quatre écoles pour son contenu polémique, voire provocateur, et donc susceptible de se prêter à la discussion, mais abordant un sujet qui suscite un vif débat actuellement en Grande-Bretagne, et auquel les candidats ne pouvaient qu'être sensibles eux-mêmes, puisqu'il s'agit de la question du coût croissant des études supérieures dans ce pays. En effet la Grande-Bretagne, face à la crise de 2008, a fait le choix d'une politique d'austérité budgétaire qui a touché les dotations des universités et conduit à augmenter fortement les frais d'études demandés aux étudiants, en alourdissant de ce fait la charge du remboursement des emprunts contractés pour y faire face. Ceci faisait suite à l'instauration de frais de scolarité modérés en 1998 pour améliorer les ressources des universités, rompant ainsi avec une tradition de gratuité de l'enseignement supérieur, dispensé presque exclusivement par les universités dans ce pays. Puis est intervenu le relèvement de ceux-ci en 2004. Enfin en 2010, un nouveau palier est franchi pour combler le déficit résultant des réductions des dépenses de l'Etat, y compris les dotations aux universités.

Le document soumis aux candidats est l'analyse, par un partisan résolu du retour à la gratuité, du sens et de la portée d'une manifestation étudiante de novembre 2014 visant à s'opposer au principe du financement des études universitaires par les étudiants, comme au système de prêts bancaires mis à leur disposition pour y faire face. Un autre intérêt du texte, aux yeux des examinateurs, réside dans le fait que ce débat a son parallèle aux Etats-Unis, en raison de la croissance exponentielle des prêts étudiants et des menaces qui en découlent pour le système bancaire. D'où la formulation de la 2ème question, qui élargit le débat aux pays anglo-saxons en général, mais fait appel implicitement à ce que la majorité des candidats sont susceptibles de connaître le mieux, à savoir la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, tout en légitimant l'analyse de concepts et de faits empruntés à d'autres pays connus des candidats, comme le Canada, l'Inde ou l'Afrique du Sud.

Le sujet choisi répondait aussi aux demandes formulées par certains professeurs de classe préparatoire pour que l'épreuve d'expression écrite repose plus explicitement sur des thématiques susceptibles d'avoir été abordées par eux dans leurs classes, et donc inspirées par les faits politiques, sociétaux et culturels marquants des années de préparation des candidats.

Sur la question 1 portant sur la compréhension du texte, les examinateurs ont constaté des contresens sur le texte lui-même, dont l'interprétation supposait une certaine connaissance de la problématique des frais d'études et des emprunts étudiants évoquée ci-dessus, mais aussi des erreurs dues à une lecture trop précipitée ou à un vocabulaire trop limité. L'interaction, voulue par les autorités de l'Etat, entre le monde des universités et celui de la finance en période de crise a aussi été souvent mal comprise, ou mal perçue. Entre tous les points du textes relatifs à la question, les examinateurs ont décidé que l'exhaustivité

n'était pas nécessaire si les points saillants du texte étaient identifiés et présentés avec pertinence, dans un langage personnel.

Sur la réponse à la question 2 (Y a-t-il soumission de l'enseignement supérieur aux impératifs économiques?), il a été admis que toutes les conclusions, pour ou contre, étaient admissibles à condition d'être étayées par des faits concrets relevant des civilisations de langue anglaise, et de mener à une réponse, nette ou nuancée, sur la question posée : trop de candidats ne savent pas conclure, et oublient qu'ils sont censés répondre à une question. La récurrence de certains faits (le prêt étudiant de Michelle et Barack Obama, ou les montants des frais dans certaines universités américaines) montrent que la question a été évoquée en classe, d'où l'exigence d'exactitude et de correction formelle de la part des correcteurs.

Bon nombre de correcteurs ont souhaité souligner la diminution relative des copies parfaites ou quasi-parfaites du point de vue formel, comme du galimatias à l'autre bout de l'échelle des notes, mais ont pu valoriser ces meilleures copies en fonction d'autres critères, comme les connaissances et la réflexion. En tout état de cause, les instructions concernant l'étalement des notes ont été respectées.